



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris – 4 juillet 2013 – 16 heures

Les chiffres de la Filière Universitaire de Médecine Générale **ERRATUM**

Quel bonheur en ces temps de crise d'entendre des chiffres rassurants sur l'état de la Filière Universitaire de Médecine Générale (FUMG) ! Tout irait donc parfaitement bien pour la FUMG à l'heure actuelle... Aurions-nous tort de nous inquiéter ?

La vérité est toute autre et nous ne pouvons accepter que nos instances ministérielles diffusent des données erronées quand la filière de formation des jeunes médecins généralistes est en déshérence.

Le recensement est tristement rapide.

Au 1^{er} juin 2013, l'état exact des effectifs est le suivant :

- 37 enseignants universitaires titulaires
- 175 enseignants universitaires associés
- 76 chefs de clinique des universités (**aucune progression depuis novembre 2011**)
- 11 chefs de clinique associés

La médecine générale compte donc 299 enseignants pour la France entière, et non 324, soit un ratio enseignants/étudiants de 1/107.

3 % des postes d'enseignants en médecine sont donc alloués à la médecine générale, alors que les futurs professionnels de soins primaires représentent **50 % des internes à former...**

Il y a quelques années encore, il n'y avait aucun enseignant de médecine générale. Il y a donc eu effectivement une "montée en puissance" comme voudraient nous le faire comprendre nos instances de tutelle. Mais **nous sommes très en deçà de ce qu'avait prévu la loi HPST¹**. Et à ce rythme de progression spectaculaire par son faible niveau, **nous n'arriverons pas à un niveau d'encadrement suffisant des internes à former avant des décennies !**

De plus, le **petit nombre de candidats au clinicat est trop souvent utilisé pour justifier le chiffre encore plus bas de postes dédiés au post-internat de médecine générale.**

Le vivier est dense, au contraire, compte tenu des conditions : aucune perspective d'avenir au terme des quatre ans de clinicat et une charge de travail incommensurable au vu des effectifs d'enseignants associés et titulaires. **Les jeunes médecins généralistes sont somme toute bien motivés !**

¹ Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - TITRE II : Accès de tous à des soins de qualité - Article 47

Le MESR² attend les candidats pour ouvrir des postes de CCU ? Qu'il crée **un véritable statut post clinicat pour les jeunes enseignants-chercheurs**. Dans l'attente, **la prorogation de la promesse faite en février dernier sur la création de postes de CCA doit être tenue, sur une enveloppe dédiée**.

Il va par ailleurs falloir **s'atteler aux nominations de maîtres de conférence et de professeurs**. Il existe un **pool de candidats reconnus aptes à l'unanimité par le CNU³** à des postes de Maître de conférence associé (MCA) ou de Professeur Associé (PA). **Nos instances font le choix délibéré de n'en nommer que 12** d'entre eux sur les 26 listés par le CNU, remplaçant à peine les départs en retraite, étrangeant un peu plus les départements de médecine générale sous la charge de travail.

De même, il existe des candidats reconnus aptes par la commission d'intégration à un poste de Professeur des Universités par la voie de l'intégration. Là encore, **nos tutelles font la sourde oreille**.

Il n'est pas question ici de caprices de promotions, mais de **l'avenir des soins primaires en France**. Il s'agit de **former les futurs médecins généralistes** et de **développer les travaux de recherche nécessaires à l'amélioration de la prise en charge des patients**. Il s'agit **d'apporter une réponse concrète au problème d'accès aux soins de la population dans les années à venir**.

Les solutions existent. Le courage politique semble manquer...

Car **trop peu d'enseignants**, c'est d'abord **limiter**, pour les internes, **les cours dédiés à la pratique professionnelle et à leur exercice futur**. Mais, c'est aussi **augmenter le temps d'attente pour qu'ils puissent soutenir leur thèse**, et donc autant de **décalage avant les installations de jeunes généralistes** sur le terrain.

A l'heure où l'avenir démographique de la médecine générale est au centre des préoccupations, comment faut-il formuler les choses pour que les politiques prennent conscience des enjeux et en assument la responsabilité ?

Pour l'ANEMF, Mathieu LEVAILLANT, Président.
Pour l'ISNAR-IMG, Julien POIMBOEUF, Président.
Pour ReAGJIR, Dr. Aude MAINGUY, Présidente.
Pour le SNEMG, Dr. Matthieu CALAFIORE, Président.

Contacts presse :

ANEMF - Association Nationale des Etudiants en Médecine de France

Mathieu LEVAILLANT, Président - 06 32 27 68 19 – mathieu.levallant@anemf.org

ISNAR-IMG - Inter Syndicale Nationale Autonome Représentative des Internes de Médecine Générale

Julien POIMBOEUF, Président - 06 73 07 53 01 - president@isnar-img.com

ReAGJIR - Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants

Dr. Aude MAINGUY, Présidente - 06 42 18 40 14 - contact@reagjir.com

SNEMG – Syndicat National des Généralistes Enseignants

Dr. Matthieu CALAFIORE, Président – 06 13 37 30 86 – m.calafiore@snemg.fr

² Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

³ Conseil National des Universités